

Société | Les migrantes, victimes invisibles des violences faites aux femmes



Pour marquer ce 8 mars, journée internationale des droits des femmes, la région Nouvelle-Aquitaine organisait une conférence-débat sur le thème « Femmes migrantes : les invisibles ? ». Autour de Naïma Charai, conseillère régionale déléguée à l'égalité femme-homme, à la lutte contre les discriminations et à la solidarité, de nombreux acteurs associatifs ont témoigné de leurs efforts quotidiens contre les violences faites aux femmes.

Alain Rousset, président de la région Nouvelle-Aquitaine a inauguré la conférence par un rappel des valeurs qui animent la région, croyant « *au rôle de la jeunesse, pour un meilleur ruissellement de la justice et des droits* ». Se sont ensuite succédé les prises de parole. Parmi les associations présentes, SOS Méditerranée, Gynécologie sans frontière (GSF) ou encore Promofemmes, des acteurs locaux et internationaux de la lutte contre les violences faites aux femmes. Leurs actions, chaque jour, rappellent que ceux et celles qui se jettent en Méditerranée ne le font pas par « *confort* », mais bien en dernier recours, parce que leur vie est devenue insoutenable.

Marie Rajablat est raconteuse sur l'Aquarius. Son métier, recueillir la parole de ceux et celles qui embarquent dans un périple plus que tumultueux au péril de leur vie. « *Les hommes se confient plus facilement. Pour les femmes, ça passe souvent d'abord par une sage-femme ou par une amie qui leur conseille de venir me voir* ». Une libération de la parole pour ces femmes qui sont pour la quasi-totalité victimes de violence, qu'elle soit physique, sexuelle ou morale.

Des témoignages glaçants, symboles des traumatismes vécus

Les horreurs qu'elles ont vécues en Libye sont insoutenables : traites humaines, reventes à plusieurs propriétaires, esclavagisme. Des souvenirs remontent pour Isabelle (le prénom a été modifié), migrante camerounaise qui a affronté ce terrible parcours. Très émue, elle raconte son quotidien au Cameroun, mariée de force à 16 ans, parce que sa grande sœur, enceinte avait causé le déshonneur de la famille. En mettant son bébé au monde, la sœur d'Isabelle est décédée. Pour garder l'enfant, la jeune Camerounaise se voit contrainte par sa belle-famille de « *leur donner des petits-enfants* ». S'en suivent ainsi des mois de violence, durant lesquels Isabelle est réduite à une domestique, exploitée chaque jour au service sa belle-famille.

Elle trouve le courage de fuir à la mort de son mari, refusant d'épouser son beau-frère en secondes noces. Seule avec son neveu dans les rues de Douala, elle trouve un jour le courage de fuir. Un exode long et douloureux, qui passe par la Libye. Vendue à trois reprises et victime de lourds sévices sexuels, Isabelle est sauvée par un des amis de son « propriétaire », n'ayant pas supporté les violences dont il fut témoin. Il l'encourage à fuir, c'est ainsi qu'elle se retrouve dans un bateau pour l'Espagne, puis un bus pour la France.

Aujourd'hui, depuis un an à Bordeaux, elle oscille entre plusieurs lieux de résidence, sans vie stable. Elle touche 204 euros par mois, dont la majeure partie est envoyée au Cameroun, pour financer les études de son neveu, qu'elle considère comme un fils. Elle est accompagnée par le Centre d'Accueil Consultation Information Sexualité (CACIS), qui a récemment ouvert la [Maison d'Ella](#) pour accueillir les femmes en grande difficulté.

Autre témoignage, celui de Miléna (le prénom a été modifié), arrivée d'Ukraine après plusieurs années en Pologne. Titulaire de 3 diplômes, elle est aujourd'hui aidée par l'association Promofemmes. Une fois passée l'image de luxe, de « carrosse », dont elle rêvait, Miléna a découvert une société française très différente de celle dans laquelle elle a grandi et étudié. « *En Ukraine, il faut tout payer. Ici, apprendre une langue, avancer, avoir un projet... Il y a des associations pour aider* ». Avec une pointe d'ironie, elle évoque un pays dans lequel « *même pour être femme de ménage, il faut une formation* ».

Assurer un suivi gynécologique et sanitaire

Parmi les intervenants, l'organisation non-gouvernementale Gynécologie sans frontière (GSF). Le président et vice-président de l'association, Claude Rosenthal et Richard Matis, ont présenté un constat alarmant. 800 femmes meurent chaque jour en accouchant, quand une mutilation sexuelle a lieu toutes les 5 minutes. On estime à 200 millions le nombre de femmes mutilées dans le monde.

Face à cette situation, l'association GSF qui agit là où l'hôpital ne peut pas se déplacer, a notamment créé un centre au sein des camps de migrants à Calais et à Grande-Synthe, avant que ceux-ci ne soient démantelés. Une initiative portée par Alexandra Duthe, sage-femme au centre hospitalier de Saint-Omer (Pas-de-Calais). « *On ne voit pas ces femmes dans les camps. Elles se cachent. Elles ont peur d'être à nouveau victimes de violence. Rendez-vous compte, pour elles, ne serait-ce qu'aller aux toilettes est un risque !* », s'insurge Claude Rosenthal. Pendant trois ans, GSF a ainsi sillonné les camps pour accompagner ces femmes.

Le démantèlement est vivement critiqué par Richard Matis : « *Ce n'est déjà pas simple pour ces femmes d'exister dans un camp, alors avec l'éparpillement, elles sont d'autant plus invisibles !* » Cela entraîne une augmentation de la violence subie. Lorsqu'elle n'est pas physique ou sexuelle, ce sont souvent des traumatismes qui apparaissent. « *Ce qu'elles ont vu durant leur parcours peut ressurgir, on a affaire à de nombreux cas de psycho-traumatismes* », poursuit le praticien.

Pour tenter de maintenir un suivi de ces femmes, GSF effectue désormais des maraudes avec une camionnette aménagée, pour aller à la rencontre de celles qui ont besoin de soins gynécologiques. Ainsi, cela permet de recevoir avec un peu d'intimité ces oubliées, ces invisibles du parcours migratoire.

Marianne Chenou

Crédit Photo : Marianne Chenou

Publié sur aqui.fr le 08/03/2019

[Url de cet article](#)